



CAMPAGNE "POR LA RECONNAISSANCE DES PAYSANS COLOMBIENS COMME SUJETS POLITIQUES AYANT LE DROIT A AVOIR DES DROITS : PARTICIPATION PAYSANNE DANS LA MISE EN OEUVRE DES ACCORDS DE PAIX".

CONTEXTE ET JUSTIFICATION:

La Colombie est un pays situé en Amérique du sud, dont la majeure partie de la population vit dans les zones urbaines (68%) et le reste dans les zones rurales (32%). La campagne colombienne a été le scénario pendant plus de cinquante ans, d'un conflit politique et armé interne, dont l'origine est l'accumulation violente de la propriété de la terre de la part d'un petit nombre de personnes liées à la politique, par le biais de l'exclusion de la population paysanne et ethnique de la politique de l'Etat, la dévalorisation et l'abandon de la production agricole nationale (70% de cette production est paysanne). Ceci en plus de la corruption et la violence du trafic de drogues, ce que a généré des déplacements de population (6 millions de personnes), des morts, un appauvrissement et le sous-développement de cette population rurale et dans certains cas, la substitution de l'agriculture alimentaire par la production de cultures d'usage illicite comme la coca et la marijuana.

En 2016 les FARC (Forces Armées Révolutionnaires de Colombie), la guérilla la plus grande et la plus ancienne dans le monde, a signé avec le gouvernement colombien un "Accord pour la fin du conflit et la construction d'une paix stable et durable". Six points ont été accordés:

1: Vers une nouvelle campagne colombienne: Réforme rurale intégrale. 2: Participation politique: ouverture démocratique pour construire la paix. 3: Fin du conflit. 4: Solution au problème des drogues illicites. 5: Accord sur les victimes du conflit: système intégral de Vérité, Justice, Réparation et Non répétition. Ceci inclut la Juridiction spéciale pour la paix et l'accord sur les Droits de l'homme. 6: mise en oeuvre, vérification et aval.

Ces accords ont créé 50 scénarios de participation des communautés organisées, en particulier les organisations rurales, pour la mise en oeuvre de ces accords. Aujourd'hui, à plus de deux ans de la signature des accords et de la réincorporation de la guérilla à la vie civile, ces accords ont seulement été mis en oeuvre à 18,5%. Le point de Réforme rurale intégrale et celui des Drogues illicites a seulement été mis en oeuvre à 6% et 5% respectivement. Avec le nouveau gouvernement, il existe peu d'espoir quant à la réalisation des accords, car il font politiquement partie du groupe de pouvoir qui s'est le plus opposé à la négociation politique, ils demandaient alors une solution violente pour en finir avec le conflit armé et politique. D'un autre côté et malheureusement, les sommes que la communauté internationale a confiées au gouvernement colombien ont été détournées dans leur grande partie au travers de "projets de conseil" et la bureaucratie clientéliste ainsi que dans des contrats coûteux qui ont empêché une aide directe et efficace pour les communautés rurales, paysannes et ethniques affectées par le conflit.

Malheureusement ce nouveau gouvernement a suspendu le dialogue en argumentant la restriction des dépenses pour poursuivre le dialogue social, ce qui s'ajoute à la passivité administrative, les baisses bureaucratiques et le manque d'intérêt politique pour respecter les accords, en particulier en matière de Réforme rurale intégrale.

QUI DIRIGE CETTE CAMPAGNE

La Mesa Campesina Cauca est une coordination d'organisations municipales paysannes (44 organisations) dans la région du sud-ouest colombien, là où le conflit armé s'est manifesté avec le plus d'intensité. Depuis cette



coordination reconnue légalement par le gouvernement (Résolution 1071 de 2018 du Ministère de l'intérieur), nous sommes en train de dialoguer et négocier avec le gouvernement depuis 2012, faisant suite à une mobilisation agraire qui avait paralysé le pays. De la même façon nous faisons partie de la Coordination nationale "Cumbre Agraria Campesina, Étnica y Popular-CACEP".

LES OBJECTIFS DE NOTRE CAMPAGNE

Renforcer la capacité des organisations paysannes de Colombie, en particulier la Mesa Campesina Cauca, pour qu'elles puissent apporter à la gouvernance démocratique et le développement équitatif et inclusif, au moyen de la participation, de la vigilance citoyenne. Ceci plus précisément pour les thèmes des accords de paix et les engagements écrits entre le gouvernement local et national et les organisations paysannes.

BUTS:

1. Socialisation et investissement des accords de paix de la part des paysans et paysannes colombiens.
2. Construction et systématisation des propositions qui émanent des paysans pour qu'elles soient incluses dans le développement normatif de ces accords.
3. Exigence politique, administrative et juridique du droit à la participation des organisations paysannes dans la mise en oeuvre des "accords pour la fin du conflit et la construction d'une paix stable et durable", et dans les accords signés entre le gouvernement et les organisations paysannes.
4. Accompagnement dans les scénarios locaux, nationaux et internationaux pour le suivi, la mise en oeuvre et la vérification des accords de paix.
5. Contrôle social et vigilance de la part des organisations paysannes sur les ressources financières destinées nationalement et internationalement pour la mise en oeuvre des accords de paix.

Nous sollicitons la solidarité et l'aide des organisations appartenant à la société civile et la communauté internationale pour cette campagne.

CONTACT:

Eliecer Morales Polanco, paysan porte parole de la Mesa Campesina Cauca (resolución 1071 de 2018 Ministerio del interior). Association paysanne de Inzá Tierradentro "ACIT"- Mesa campesina Cauca- Cumbre campesina Étnica y popular

Courrier électronique: moralespolanco753@gmail.com ; mesacampesinacauca@gmail.com

Téléphone: +0057 321 3115543

Adresse postale: Calle 8 # 8 -35 Popayán- Cauca, Colombia